

de parrainer une proposition de résolution, le 6 février parce que selon nous elle ne prévoyait pas une action assez étendue de l'ONU postérieurement au retrait israélien. Nous avons fait clairement entendre à la délégation américaine que, quelle que soit son attitude à elle, nous voterions contre une résolution arabe prévoyant des sanctions contre Israël.

Ainsi donc que certains d'entre ceux qui nous accusent de nous faire les valets de Washington aux Nations Unies, et de ne pas collaborer avec le Royaume-Uni, aillent donc à New-York s'entretenir avec les membres des délégations américaines ou britanniques. Qu'ils aillent à Washington, s'ils le désirent, s'entretenir avec le département d'État ou les membres du *National Press Club*.

Le fait est que les principes formulés par le gouvernement et qu'il respecte dans le domaine international, sont des principes canadiens, déterminés par les intérêts et les points de vue du Canada, parmi lesquels il faut placer au premier rang la paix. Je n'entends pas par là que notre programme soit ou puisse être à caractère exclusif ou isolationniste. Il n'est pas de plus grand intérêt pour le Canada, à notre époque atomique, que la paix. Nous savons que la paix ne saurait être garantie par l'application d'une politique étroitement nationale. Nous savons aussi que l'isolation de notre pays ne saurait garantir sa sécurité. Nous devons donc travailler avec nos amis et nous essayons de le faire.

La troisième accusation, dont on a déjà parlé à la Chambre, qui a été répétée récemment par l'opposition officielle et qui doit donc être mentionnée, à mon avis, porte que, vu nos initiatives des derniers mois, nous n'avons pas attaché de véritable prix à l'association du Commonwealth parce que nous ne sommes pas allés jusqu'au bout,—telle fut l'expression employée,—avec le Royaume-Uni l'automne dernier, par suite de mesures que j'ai déjà mentionnées à la Chambre.

Le représentant de Vancouver-Quadra (M. Green) nous a accusés l'autre soir à la radio,—mes notes présentent une coquille intéressante; j'y lis: "L'honorable député de Vancouver-Quadra nous a maudits l'autre soir",—je n'en accuserais certes pas le député, car il est toujours courtois dans ses accusations,—et je cite le compte rendu de son émission, d'avoir "poignardé" dans le dos la Grande-Bretagne,...

M. Green: C'est exactement ce que vous avez fait.

L'hon. M. Pearson: ...la France et Israël l'automne dernier.

M. Green: C'est exactement ce que vous avez fait.

L'hon. M. Pearson: Nous verrons. Et d'être intervenus précipitamment pour attaquer la mère patrie quand nous avons essayé de trouver une solution au problème par l'entremise d'une initiative des Nations Unies, singulièrement par l'établissement d'une force d'urgence des Nations Unies.

M. Green: Je pose la question de privilège. Je ne vois pas d'inconvénient à ce que le ministre cite mes paroles, mais je voudrais qu'il me cite exactement. Je n'ai pas dit cela de la force d'urgence des Nations Unies. Comme il le sait, j'ai appuyé l'envoi de cette force dans la région.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, l'honorable député a simplement dit que nous avons "poignardé la France et le Royaume-Uni dans le dos" l'automne dernier par l'attitude que nous avons adoptée aux Nations Unies.

M. Hodgson: C'est exact!

M. Green: Si le ministre veut citer mes paroles, qu'il cite exactement ce que j'ai dit.

M. Hodgson: Dites la vérité!

M. Green: J'ai dit que le Canada en prenant la tête...

L'hon. M. Pearson: Très bien, j'accepte cette rectification et je dis que l'honorable député nous a accusés de poignarder la France et le Royaume-Uni dans le dos en prenant la tête du mouvement qui a conduit à l'adoption de la politique que nous avons suivie. L'honorable député a aussi fait savoir qu'il appuyait la force d'urgence des Nations Unies, mais je signale encore une fois que si nous avons adopté la ligne de conduite préconisée par son parti l'automne dernier, il n'y aurait pas eu de force d'urgence des Nations Unies.

La raison en est bien claire, parce que l'honorable député de Kamloops (M. Fulton) nous a accusés, par exemple, de nous aligner avec les Russes, parce que nous avons voté contre le Royaume-Uni lorsqu'il a essayé de faire rayer cette question de l'ordre du jour. Si la question avait été rayée de l'ordre du jour, comment aurait-on pu mettre sur pied la force d'urgence des Nations Unies?

M. Ferguson: Le ministre approuve-t-il l'attitude de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à cet égard, ou la désapprouve-t-il?

L'hon. M. Pearson: Je parle en ce moment de l'attitude du Canada. Je parlerai dans quelques instants de l'attitude des autres gouvernements.

M. l'Orateur: A l'ordre!